



Le bulletin

DISPONIBLE SUR L'INTERNET
WWW.USMISSION.CH

Hebdomadaire

CETTE SEMAINE

22 FÉVRIER 2005

MME RICE ET LE PROJET DE BUDGET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES POUR 2006

La secrétaire d'Etat indique l'ordre de priorité du gouvernement Bush devant une commission sénatoriale... 1

LE PROGRAMME D'AIDE ALIMENTAIRE DES E.-U. FINANCERA DES PROJETS DANS 16 PAYS

Communiqué de presse du ministère de l'agriculture des Etats-Unis 2

L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DES E.-U. A FORTEMENT AUGMENTÉ DEPUIS 2000

Elle a presque doublé depuis l'entrée en fonctions du président Bush. 4

LES ETATS EN FAILLITE REPRÉSENTENT UNE MENACE POUR LES ETATS-UNIS

M. Natsios donne les grandes lignes de la stratégie des Etats-Unis visant à aider les Etats défaillants. 6

LES E.-U. PROPOSENT DES JALONS POUR L'ABOUTISSEMENT DES NÉGOCIATIONS DE DOHA

La réunion du Comité des négociations commerciales de l'OMC à Genève 7

UNE DÉLÉGATION DES E.-U. ET DE L'UE EXAMINERA LA SITUATION DES RÉFUGIÉS LIBÉRIENS

Ce groupe se rendra au Liberia et en Guinée..... 8

M. ALBERTO GONZALES, PREMIER MINISTRE AMÉRICAIN DE LA JUSTICE D'ORIGINE LATINO-AMÉRICAIN

Lors de la prestation de serment, le président Bush prône la prorogation de la loi " USA Patriot Act " 9

MME RICE ET LE PROJET DE BUDGET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES POUR 2006

La secrétaire d'Etat indique l'ordre de priorité du gouvernement Bush devant une commission sénatoriale.

La secrétaire d'Etat, Mme Condoleezza Rice, s'est servie du projet de budget des affaires étrangères (33,6 milliards de dollars) pour l'année budgétaire 2006 pour donner aux sénateurs un aperçu de l'ordre de priorité du gouvernement Bush en matière de politique étrangère.

L'encouragement du pluralisme politique, de la libéralisation économique et de l'essor de la société civile dans le Grand Moyen-Orient, en Afrique du Nord et dans d'autres pays musulmans constitue une tâche essentielle, a-t-elle dit aux membres de la commission sénatoriale des affaires étrangères le 16 février.

A cet effet, le président Bush a prévu une augmentation des crédits destinés aux activités diplomatiques et à l'aide à l'étranger, notamment 120 millions de dollars au titre de l'Initiative de partenariat avec le Moyen-Orient, 40 millions pour la Fondation nationale de promotion de la démocratie et 180 millions au titre des échanges éducatifs et culturels et d'autres activités diplomatiques dans les pays musulmans.

Le projet de budget des affaires étrangères prévoit près de 1,1 milliard de dollars pour des investissements en Afghanistan dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'alimentation en eau et de l'infrastructure économique, ainsi que 360 millions de dollars afin de continuer à aider le gouvernement irakien à offrir des services de base, à créer des

emplois, à mettre en place un appareil judiciaire et à établir les institutions d'un régime démocratique.

Il est aussi prévu 150 millions de dollars pour permettre aux Palestiniens de créer une infrastructure et d'entreprendre des réformes.

Le président a demandé au Congrès de voter une rallonge budgétaire de 6,3 milliards de dollars pour un grand nombre des programmes autorisés en 2005, dont 200 millions pour les Palestiniens et 2 milliards pour l'Afghanistan.

Les Etats-Unis, a souligné Mme Rice, sont résolus à contribuer à la réduction de la pauvreté et au renforcement des institutions démocratiques en Afrique et en Amérique latine. " Nous insisterons, a-t-elle dit, pour que les dirigeants qui ont été élus démocratiquement aient l'obligation de gouverner démocratiquement. Nous coopérerons avec les pays en développement pour lutter contre la corruption, pour inculquer le respect de la loi et pour créer une culture de transparence qui attirera les entreprises et les investisseurs dont le rôle est essentiel pour faire reculer la pauvreté. "

La secrétaire d'Etat a fait état des crédits prévus au titre de la lutte contre la production de stupéfiants dans les pays andins (734,5 millions de dollars), de l'aide au développement (19,9 milliards de dollars), du Compte du millénaire (3 milliards de dollars), qui doit aider les pays à gouverner avec justice, à adopter une politique économique judicieuse et investir dans le domaine social, ainsi que de l'aide en matière de protection infantile et de santé (2,4 milliards de dollars).

Le gouvernement a également prévu 3,2 milliards de dollars pour la lutte contre le sida à l'étranger et 2,6 milliards pour l'aide alimentaire, les secours d'urgence en cas de famine et l'aide humanitaire. La demande de rallonge budgétaire pour 2005 comprend aussi des crédits pour l'aide aux victimes du tsunami en Asie, ainsi que plus de 1 milliard de dollars au titre de missions de maintien de la paix et de l'aide humanitaire dans plusieurs pays africains et en Haïti.

Les crédits demandés au titre de la contribution des Etats-Unis à diverses organisations internationales, telles que l'ONU, s'élèvent à 1,2 milliard de dollars.

Mme Rice a indiqué que les partenaires des Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme devraient recevoir une aide s'élevant à 5,8 milliards de dollars pendant l'année

budgétaire 2006 et 750 millions de dollars en 2005 si le Congrès votait les crédits nécessaires.

L'ordre de priorité du département d'Etat, a-t-elle dit, comprend également " la capacité d'envoyer immédiatement du personnel civil compétent et expérimenté dans toute région en proie à l'instabilité ", l'accroissement des activités de diplomatie publique et le renforcement de la sécurité des ambassades des Etats-Unis.

LE PROGRAMME D'AIDE ALIMENTAIRE DES E.-U. FINANCERA DES PROJETS DANS 16 PAYS

Communiqué de presse du ministère de l'agriculture des Etats-Unis

Seize pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et du Moyen-Orient recevront une aide alimentaire des Etats-Unis dans le cadre d'un programme destiné à financer des projets de développement agricole et d'aménagement rural, a indiqué le ministère de l'agriculture des Etats-Unis.

Dans le communiqué de presse qu'il a diffusé le 14 février, ce ministère annonce la ventilation, dans le cadre du programme " Des vivres pour le progrès ", d'une aide alimentaire de 125 millions de dollars sous forme de produits agricoles américains que des organisations non gouvernementales et le Programme alimentaire mondial des Nations unies seront chargés de vendre dans ces 16 pays. Le produit de la vente de ces produits servira à financer des projets locaux destinés à réduire les pénuries alimentaires et la sous-alimentation dans les pays bénéficiaires ainsi qu'à leur permettre de se doter des moyens nécessaires en matière de commerce ou de se rétablir à la suite d'un conflit armé.

On trouvera ci-après le texte du communiqué de presse du ministère de l'agriculture.

Ministère de l'agriculture des Etats-Unis

Le ministère de l'agriculture annonce une aide de 125 millions de dollars à l'étranger dans le cadre du programme " Des vivres pour le progrès "

Washington, le 14 février 2005 - Le ministre de l'agriculture, M. Mike Johanns, a annoncé aujourd'hui la

ventilation de l'aide alimentaire à l'étranger pour l'année budgétaire 2005 dans le cadre du programme " Des vivres pour le progrès " de son ministère. D'un montant de 125 millions de dollars, cette aide est destinée à 16 pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie (y compris l'Asie centrale) et du Moyen-Orient.

" Les Etats-Unis continueront de répondre à l'appel de ceux qui sont dans le besoin à travers le monde, en poursuivant la longue tradition du partage de leurs produits agricoles abondants avec d'autres pays. Ce programme d'aide alimentaire appuie les réformes et le développement économiques susceptibles d'aider la population à se sortir de la pauvreté et d'encourager la productivité, l'ouverture vers l'extérieur et l'esprit d'entreprise dans les pays bénéficiaires ", a déclaré M. Johanns.

La ventilation annoncée aujourd'hui porte sur plus de 300.000 tonnes de blé, de farine, de maïs, de riz, de produits à base de soja, d'huiles végétales, de haricots et d'autres produits agricoles qui seront achetés sur le marché américain et qui seront donnés par le ministère de l'agriculture. Ces produits iront à des organisations non gouvernementales et au Programme alimentaire mondial des Nations unies afin d'apporter un soutien à des projets de développement agricole et d'aménagement rural tout en s'attaquant aux pénuries alimentaires. Les projets de développement sont financés par la vente, dans les pays bénéficiaires, des produits agricoles donnés par les Etats-Unis.

En Afghanistan, par exemple, les produits donnés à l'association " Mercy Corps " profiteront à quelque 30.000 agriculteurs et aux membres de leur famille car ils permettront de financer la création de pépinières, la mise en place d'installations d'irrigation et l'exécution de travaux de recherche destinés à relancer la production de fruits et de légumes. Au Niger, l'association " Catholic Relief Services " (le Secours catholique des Etats-Unis) aidera 1.500 producteurs de sésame, qui sont pour la plupart des femmes, et près de 100.000 personnes en encourageant dans le cadre du secteur privé la production, la transformation et la commercialisation. Au Honduras, l'association Zamorano utilisera le produit de la vente du riz des Etats-Unis pour offrir à des jeunes désavantagés des bourses universitaires destinées à leur permettre de faire des études d'agronomie et d'aménagement rural.

Cette année, les critères de sélection des projets sont les suivants : aider les pays à satisfaire les besoins alimentaires, aider les pays à se doter des moyens nécessaires

en matière de commerce et à se conformer aux obligations découlant des accords commerciaux, enfin aider les pays à se rétablir à la suite d'un conflit armé.

Il reste encore à négocier des accords détaillés pour chacun des dons annoncés. Dans les semaines à venir, le ministère de l'agriculture prendra d'autres décisions en ce qui concerne les dons pour l'année budgétaire 2005 dans le cadre du programme " Des vivres pour le progrès " qui seront financés en vertu de la loi 480 (titre I) et destinés à des Etats étrangers et à des associations sans but lucratif. En vertu de la loi de 1985 relative au programme " Des vivres pour le progrès ", le ministère de l'agriculture peut donner des produits agricoles à des pays en développement et à des pays en voie de démocratisation afin d'encourager les réformes économiques et agricoles axées sur la libre entreprise.

Le ministère de l'agriculture accorde également une aide alimentaire à des pays étrangers dans le cadre du programme McGovern-Dole et dans le cadre de l'article 416 (b) de la loi de 1949 sur l'agriculture. L'an dernier, dans le cadre des programmes d'aide alimentaire pour l'année budgétaire 2004, il a fourni à 80 pays plus de 1 million de tonnes de produits agricoles américains dont la valeur est estimée à 375 millions de dollars.

Voici la ventilation de l'aide alimentaire dans le cadre du programme " Des vivres pour le progrès " pour l'année budgétaire 2005.

Afghanistan

- Gouvernement afghan : 16.400 tonnes (huile de soja)
- " International Fertilizer Development Cooperative " : 28.750 tonnes (blé, huile de soja, haricots)
- " Mercy Corps " : 2.000 tonnes (huile de soja)

Angola

- Programme alimentaire mondial : 6.600 tonnes (farine de maïs, lentilles, sorgho, huile végétale)

Bolivie

- Gouvernement bolivien : 15.000 tonnes (blé, huile de soja)

Burundi

- Programme alimentaire mondial : 9.000 tonnes (haricots, huile végétale, maïs)

Cambodge

- " Salesian Missions " : 2.540 tonnes (soja, saumon en boîte, riz, huile de soja, protéine végétale texturée)

Guatemala

- Station expérimentale de l'université A&M du Texas :
15.000 tonnes (tourteau de soja)

Guinée

- " International Partnership for Human Development " :
4.759 tonnes (farine, haricots, riz, huile végétale)

Honduras

- Technoserve : 6.800 tonnes (tourteau de soja)
- Zamorano : 3.000 tonnes (riz)

Irak

- " U.S. Grains Council " : 30.000 tonnes (maïs, tourteau
de soja)

Kenya

- Technoserve : 22.360 tonnes (blé)

Mongolie

- " Mercy Corps " et " Cooperative Housing Foundation
International " : 20.000 tonnes (blé)

Mozambique

- " Planet Aid, Inc. " : 3.330 tonnes (farine de soja, con-
centré de protéines de soja, protéine végétale texturée,
huile de soja)

Nicaragua

- Gouvernement nicaraguayen : 4.300 tonnes (huile de
soja)

Niger

- " Catholic Relief Services " : 2.950 tonnes (blé, blé
bulgur)

Nigeria

- " Partners for Development " : 9.000 tonnes (tourteau
de soja)

Ouganda

- " Land O'Lakes " : 9.200 tonnes (blé)

République démocratique du Congo

- " South-East Consortium for International Develop-
ment " : 27.000 tonnes (blé)

Sri Lanka

- " World Vision, Inc. " : 25.000 tonnes (blé)

Yémen

- Gouvernement yéménite : 21.510 tonnes (huile de soja,
tourteau de soja)

Total : 304.620 tonnes

Note : les produits et leurs quantités sont susceptibles
de changer, en fonction des négociations relatives aux
accords d'aide alimentaire qui sont actuellement en cours
avec les organismes chargés de la distribution.

L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DES E.-U. A
FORTEMENT AUGMENTÉ DEPUIS 2000

Elle a presque doublé depuis l'entrée en fonctions
du président Bush.

Par Phillip Kurata

Rédacteur du " Washington File "

Washington - Selon des documents diffusés par le
département d'Etat en janvier, le gouvernement des
Etats-Unis a presque doublé entre 2000 et 2004 son aide
publique au développement destinée au tiers monde.

Cette aide est passée d'environ 10 milliards de dollars en
2000 à 16 milliards en 2003, et le montant préliminaire
pour 2004 est estimé à 19 milliards. Elle a augmenté plus
rapidement ces quatre dernières années qu'à toute autre
période depuis le plan Marshall qui a facilité la recon-
struction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale.

Les documents relatifs à cette aide se composent de 5
fiches analytiques que le département d'Etat a publiées
sur son site Internet le 25 janvier. Le présent article se
fonde sur ces fiches, que l'on peut consulter en anglais à
l'adresse suivante : "www.state.gov/e/eb".

Les crédits affectés au nouveau Compte du millénaire
ont atteint 1 milliard de dollars en 2004 et 1,5 milliard en
2005. Ce compte est destiné à aider les pays en dével-
oppement "qui gouvernent avec justice, qui encouragent
la liberté dans le domaine économique et qui investissent
dans le domaine social". Dix-sept pays ont été invités
en 2004 à soumettre des propositions de financement de
projets pour obtenir une aide du Compte du millénaire.

Si l'on totalise les montants de l'aide, des échanges
commerciaux, des investissements et des dons destinés
aux pays en développement, les Etats-Unis ont fourni en
2003 près de 70 % du total des sept grands pays industri-
els (G7).

"En 2003, les Etats-Unis ont fourni, dans le cadre de
leurs relations économiques avec les pays en développe-

ment, des flux financiers nets s'élevant à 346 milliards de dollars", indique l'une des 5 fiches analytiques.

Cette année-là, ils ont importé d'Afrique des biens et des services dont la valeur a atteint 309 milliards de dollars, et leur aide publique au développement a représenté plus de 32 % du montant total de l'aide publique des sept grands pays industriels.

Toujours cette même année, des résidents et des travailleurs étrangers des Etats-Unis originaires de pays en développement ont envoyé 27,9 milliards de dollars dans leur pays d'origine.

Dans le domaine de l'éducation, l'aide à l'enseignement primaire dans les pays en développement a plus que triplé depuis l'entrée en fonctions du président Bush. Son montant est passé de 126 millions de dollars en 2001 à 397 millions en 2005. Le gouvernement des Etats-Unis a financé aux Etats-Unis et à l'étranger des programmes de formation destinés à donner une formation technique ou professionnelle à plus de 268.000 ressortissants de pays en développement. En outre, les Etats-Unis contribuent à l'initiative de l'ONU en faveur de l'éducation universelle, qui finance des projets dans 39 des 49 pays les moins avancés.

Pour sa part, l'Agence des Etats-Unis pour le développement international participe en Afghanistan à la campagne de scolarisation. En 2003, elle a fourni 25 millions de livres de classe pour 2,9 millions d'élèves, dont 1 million de filles. Elle a également accordé à 50.000 enseignants afghans un supplément de salaire sous forme de vivres et de produits de première nécessité, qui représente 26 % de leur salaire mensuel.

Pour ce qui est de l'aide à l'Afrique dans le domaine de l'enseignement, l'Initiative en faveur de l'éducation en Afrique permet d'améliorer la formation de 110.126 enseignants et d'accorder une formation à 20.507 futurs enseignants jusqu'à la fin de 2005.

Les Etats-Unis ont établi avec l'Afrique subsaharienne un partenariat dans divers domaines, qui est en plein essor. Leur aide publique au développement destinée à cette partie du monde s'est élevée à 4,6 milliards de dollars en 2003, soit plus du triple qu'en 2001.

Huit des 17 pays pouvant prétendre à l'aide du Compte du millénaire se trouvent en Afrique subsaharienne, où les échanges commerciaux avec les Etats-Unis ont augmenté de plus de 65 % entre 2000 et 2003.

Annoncé en 2004 et doté d'un budget de 25 millions de dollars, le programme "Commerce pour le développement et la création d'entreprises en Afrique" vise à élargir le rôle que le commerce peut jouer dans le cadre des stratégies de réduction de la pauvreté, à améliorer les prestations des services publics nécessaires au commerce, à renforcer les moyens d'élaboration et d'application de la politique commerciale des pays africains et à rendre le climat plus propice aux entreprises africaines.

Les Etats-Unis ont consacré 47 millions de dollars en 2004 à l'initiative visant à réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre d'Africains souffrant de la faim, dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement adoptés par l'ONU.

L'Initiative en faveur de l'éducation en Afrique, dont le budget est de 200 millions de dollars pour une période de cinq ans, a permis d'améliorer l'enseignement primaire dont bénéficient plus de 945.000 écoliers africains.

Dans les domaines de la paix et de la sécurité, l'Initiative des Etats-Unis en faveur des opérations de maintien de la paix dans le monde, dont la création remonte à 2004, consacrera 114 millions de dollars au titre du soutien des opérations de paix en Afrique à compter de l'année budgétaire 2006. Elle est destinée à fournir 660 millions de dollars au cours des cinq prochaines années.

Cette initiative se fonde sur le soutien important que les Etats-Unis apportent déjà aux opérations de paix en Afrique. C'est ainsi que 13 des 25 bataillons africains participant à des opérations de maintien de la paix dans le monde ont reçu une formation et du matériel des Etats-Unis.

Par ailleurs, les pays africains figurent parmi les grands bénéficiaires du plan quinquennal de lutte d'urgence contre le sida, dont le budget prévu est de 15 milliards de dollars. Selon l'une des 5 fiches analytiques, il s'agit là de l'initiative la plus importante dans le domaine de la santé internationale qu'un pays ait prise en faveur de la lutte contre une maladie unique.

Les Etats-Unis ont consacré 452 millions aux travaux de recherche portant sur la mise au point d'un vaccin contre le sida en 2004 et ont l'intention d'y consacrer quelque 507 millions de dollars pendant l'année en cours.

En 2004, l'Afrique a reçu 643 millions de dollars au titre de la prévention du sida, du traitement et des soins. En 2005, ce chiffre devrait atteindre 1 milliard de dollars.

LES ETATS EN FAILLITE REPRÉSENTENT UNE MENACE POUR LES ETATS-UNIS

M. Natsios donne les grandes lignes de la stratégie des Etats-Unis visant à aider les Etats défailants.

Par Kathryn McConnell
Rédactrice du " Washington File "

Washington - Selon l'administrateur de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), M. Andrew Natsios, les Etats-Unis sont plus menacés par les Etats "en faillite, défailants et convalescents" que par les Etats "conquérants".

Selon un rapport récemment publié par l'USAID donnant les grandes lignes de la stratégie des Etats-Unis à l'égard des pays en faillite, dans le cadre général de la stratégie américaine de sécurité, "il n'existe peut-être pas de défi plus urgent" que celui-là en ce qui concerne les initiatives des Etats-Unis en faveur du développement.

Le 16 février, M. Natsios a présenté le rapport lors d'une réunion, à Washington, du Conseil consultatif sur l'aide étrangère non gouvernementale. Ce groupe, qui coordonne les relations entre le gouvernement des Etats-Unis et les organisations volontaires privées oeuvrant dans le domaine de l'aide humanitaire internationale et le développement, organise trois réunions par an.

"Le monde a changé, et il nous faut aussi changer", a dit M. Natsios.

Selon le rapport, il est très dangereux de se désintéresser des pays en situation ou en voie d'échec, en raison du risque réel que ne s'y enracine le terrorisme.

Parmi les éléments les plus inquiétants caractérisant la situation d'un tel pays figurent l'instabilité économique, l'insécurité alimentaire et les conflits particulièrement violents, autant de symptômes classiques de l'échec du gouvernement dans les pays en faillite. Un tel état de choses pourrait représenter l'obstacle le plus important à la réalisation des objectifs en matière de développement contenus dans la Déclaration du Millénaire de l'ONU.

De l'avis de M. Natsios, bien souvent si un pays est en situation d'échec, c'est à cause d'un gouvernement faible, peu efficace ou illégitime, et l'USAID a pris des mesures pour faire face à la réalité des pays en échec en créant notamment un nouveau bureau pour l'atténuation des conflits.

Pour mieux repérer les situations de fragilité, ce bureau fera des analyses plus approfondies des efforts que les différents pays ont mis en œuvre pour favoriser la démocratie et la bonne gouvernance et de leur capacité à surmonter les conflits. L'évaluation portera sur l'efficacité et la légitimité de l'appareil militaire, des services policiers, des institutions politiques, des institutions financières et de la fourniture de services fondamentaux.

Ce bureau travaillera en étroite collaboration avec le nouveau bureau du coordonnateur pour la reconstruction et la stabilisation auprès du département d'Etat.

Pour s'attaquer de façon efficace au défi que représentent les Etats en faillite, une étroite coopération entre les organes du gouvernement américain et le secteur des organisations sans but lucratif est indispensable, a fait remarquer M. Natsios.

Le gouvernement Bush, a-t-il ajouté, a demandé que le Congrès lui accorde plus de souplesse lorsqu'il s'agit d'allouer les fonds réservés aux programmes de l'USAID afin de mieux cibler l'assistance et pour mieux appuyer les pays confrontés à une crise ou qui risquent d'y basculer.

Dans sa proposition de budget au Congrès pour 2006, le gouvernement Bush demande l'autorisation d'acheter davantage d'aliments à des producteurs situés à proximité des zones en proie aux difficultés, ce qui permettrait de réduire fortement les frais de transport des vivres constituant l'aide alimentaire des Etats-Unis qui, à l'heure actuelle, sont fournis en grande partie par des agriculteurs américains.

Il a expliqué qu'étant donné que l'USAID n'avait pas été autorisée à acheter plus de vivres localement pour répondre aux pénuries alimentaires en Afghanistan, un grand nombre des agriculteurs de ce pays ont abandonné leurs tentatives de faire pousser du blé et ont repris la culture du pavot pour la production d'opium qui rapporte nettement plus.

M. Natsios a aussi parlé de la nécessité de renforcer les liens entre l'USAID et l'armée américaine afin de coordonner au mieux l'aide humanitaire et les efforts de reconstruction

LES E.-U. PROPOSENT DES JALONS POUR L'ABOUTISSEMENT DES NÉGOCIATIONS DE DOHA

La réunion du Comité des négociations commerciales de l'OMC à Genève

Les Etats-Unis sont résolus à faire tout leur possible en vue de la conclusion d'un accord commercial mondial dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avant la fin de 2006. Ils estiment qu'il est possible de réaliser cet objectif si les négociateurs réussissent à aller d'étape en étape, a indiqué le représentant adjoint des Etats-Unis pour le commerce extérieur, M. Peter Allgeier, lors de la réunion du Comité des négociations commerciales de l'OMC, qui a eu lieu le 14 février à Genève.

A cette occasion, M. Allgeier a proposé une série d'objectifs "intermédiaires" pour garantir l'aboutissement des négociations. Les négociateurs, a-t-il dit, doivent préparer un document donnant la forme finale de l'accord pour décembre 2005, mois pendant lequel les ministres du commerce des 148 Etats membres de l'OMC doivent se réunir à Hongkong. Il leur faut à cet effet avoir bien progressé dans la rédaction de ce document d'ici à la fin de juillet.

"Nous sommes très heureux d'observer le sentiment très répandu qu'il faut mener à bien le cycle des négociations d'ici à 2006", a-t-il déclaré à la presse, à l'issue de cette réunion.

Les négociateurs se sont réunis à Genève le 14 février pour faire le point des progrès réalisés en ce qui concerne les négociations de Doha. C'était la première grande réunion des négociateurs depuis la réunion des ministres du commerce de 25 pays et groupes de pays, dont les Etats-Unis, l'Union européenne, le Canada, le Brésil et l'Inde, en janvier à Davos (Suisse), qui se sont engagés à accélérer le rythme des négociations.

M. Allgeier a déclaré au Comité des négociations commerciales que l'achèvement des négociations de Doha dans deux ans constituerait une tâche immense, mais serait possible si tous les pays redoublaient d'effort et maintenaient un rythme accéléré des négociations.

Il importe tout particulièrement de faire des progrès d'ici à la fin de juillet parce que, après la période des vacances d'été, les négociateurs n'auront plus que deux mois pour finir leurs travaux avant la réunion de Hongkong, a-t-il dit.

M. Allgeier a décrit le document qu'il préconisait comme un texte comportant les modalités ou des détails et un calendrier précis dans les domaines de l'agriculture et de l'accès au marché pour les produits non agricoles, et comprenant les diverses formules et les chiffres nécessaires.

Il a souligné que les négociateurs ne devaient pas s'attendre que les divers domaines de négociation progressent de la même manière. "Il nous faudra éviter la tentation de dire qu'il n'est pas possible de faire des progrès dans un domaine donné parce que les progrès ne sont pas suffisants dans un autre domaine. Les négociations dans chaque domaine doivent avoir leur propre rythme."

Le gouvernement Bush, a-t-il dit, est résolu à atteindre les objectifs intermédiaires ainsi qu'à conclure un accord définitif en 2006. Il s'agit là d'un élément essentiel d'une stratégie visant à encourager l'expansion et le développement économiques dans le monde.

Lancées à Doha (Qatar) en 2001, les négociations n'ont guère progressé jusqu'à ce que les négociateurs parviennent en juillet 2004, à Genève, à un accord sur un cadre de conduite des négociations en ce qui concerne le commerce des produits agricoles, des biens industriels et des services ainsi que l'allégement des formalités douanières.

Cet accord-cadre a permis de supprimer certains des obstacles de longue date à la réforme du commerce des produits agricoles, mais un grand nombre de ces obstacles demeurent. M. Allgeier a déclaré à l'intention des pays en développement membres de l'OMC qu'il leur fallait maintenant indiquer de quelle manière ils comptaient réduire les obstacles au commerce agricole s'ils voulaient que les pays industriels réduisent leurs subventions agricoles.

En ce qui concerne les produits industriels, M. Allgeier a réaffirmé que les Etats-Unis souhaitent prendre en considération ce qu'on appelle la "formule suisse" selon laquelle la réduction des droits de douane élevés serait beaucoup plus prononcée que celle des droits qui étaient faibles. La formule suisse permet ainsi d'obtenir une gamme plus étroite de droits de douane et de fixer un taux maximum. Par ailleurs, a-t-il dit, les Etats-Unis sont disposés à accepter que le pourcentage de réduction des droits de douane soit quelque peu différent pour les pays industriels et pour les pays en développement.

UNE DÉLÉGATION DES E.-U. ET DE L'UE EXAMINERA LA SITUATION DES RÉFUGIÉS LIBÉRIENS

Ce groupe de haut niveau se rendra au Liberia et en Guinée.

Une délégation des Etats-Unis et de l'Union européenne se rendra du 20 février au 1er mars au Liberia et en Guinée afin d'évaluer les programmes internationaux de rapatriement et de réinsertion des Libériens réfugiés et déplacés.

On trouvera ci-après le texte du communiqué de presse conjoint annonçant cette tournée.

Ambassade des Etats-Unis d'Amérique
Affaires publiques
Monrovia (Liberia)/ Conakry (Guinée)

Commission européenne
Délégation régionalisée à Monrovia
et Délégation de la Commission européenne en Guinée

Une délégation mixte des E.-U. et de l'UE se rendra au Liberia et en Guinée

Une délégation mixte des E.-U. et de l'UE se rendra au Liberia et en Guinée du 20 février au 1er mars afin d'évaluer les résultats des efforts internationaux en cours visant à créer les conditions favorables au retour des réfugiés et déplacés libériens dans leurs foyers. La secrétaire d'Etat adjointe à la population, aux réfugiés et aux migrations, Mme Linda Thomas-Greenfield, dirigera la délégation américaine. La délégation de l'Union européenne sera dirigée par M. Steffen Sternberg, chef de l'unité Afrique, Caraïbes et Pacifique du Service d'Aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO). La délégation mixte aura des entretiens avec des responsables publics, avec des représentants du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et d'autres organismes internationaux, ainsi qu'avec des représentants d'organisations non gouvernementales. Elle visitera également diverses communautés de personnes déplacées au Liberia et des camps installés en Guinée pour les réfugiés du Liberia.

Les Etats-Unis et l'Union européenne sont les deux principaux donateurs d'aide au Liberia.

De 2004 à 2005, le gouvernement des Etats-Unis aura contribué pour plus de 500 millions de dollars à l'appui du processus de paix, à l'aide humanitaire, au désarme-

ment et à la démobilisation, à la réinsertion sociale et autres aspects de la reconstruction du Liberia. Cette somme comprend notamment près de 27,8 millions de dollars versés au Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés et autres organismes de rapatriement et de réinsertion des réfugiés au Liberia, 22,2 millions de dollars pour l'aide aux Libériens réfugiés dans les pays voisins, 32 millions de dollars consacrés aux besoins des personnes déplacées au Liberia, et 21,5 millions de dollars de contributions alimentaires (58.000 tonnes de vivres).

De 2003 à 2005, l'Union européenne a consacré 313 millions de dollars au financement de l'aide au secours humanitaire, à la reconstruction, à la réinsertion et aux efforts de paix au Liberia. Cette somme comprend 55 millions de dollars au titre de l'aide humanitaire gérée par la Commission européenne, 8 millions de dollars pour les opérations du Haut-Commissariat de l'ONU, 3,9 millions de dollars pour le CICR (Comité international de la Croix-Rouge), 25 millions de dollars pour l'aide alimentaire et 160 millions de dollars pour couvrir divers besoins supplémentaires. Les Etats membres de l'UE ont fait des contributions de 74,1 millions de dollars entre 2002 et 2004. De 2003 à 2005, la Commission européenne a également alloué 22 millions de dollars au financement de l'aide aux Libériens réfugiés en Guinée et en Sierra Leone.

Les Etats-Unis comme l'Union européenne souhaitent l'instauration de conditions stables et pacifiques au Liberia afin que les réfugiés et les personnes déplacées puissent rentrer dans leurs foyers et contribuer à la reconstruction de leur pays. Les Etats-Unis et l'Union européenne coopèrent afin de répondre aux besoins humanitaires des populations de nombreux pays du monde. Pour de plus amples informations, veuillez consulter les sites Internet suivants :

<http://usinfo.state.gov/gi/Archive/2004/Jul/02-562028.html>.
http://europa.eu.int/comm/echo/field/coastal_west_africa/index_en.htm
<http://europa.eu.int/comm/development/body/publications/rep98/pdf/fr/rz.pdf#zoom=100>
http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/index_fr.htm

M. ALBERTO GONZALES, PREMIER MINISTRE
AMÉRICAIN DE LA JUSTICE D'ORIGINE LATINO-
AMÉRICAINNE

Lors de la prestation de serment, le président Bush prône la prorogation de la loi " USA Patriot Act ".

Le 14 février, M. Alberto Gonzales a été assermenté en tant que 80e ministre de la justice des Etats-Unis. Ancien conseiller auprès de la Maison-Blanche, M. Gonzales est le premier Américain d'origine latino-américaine à assumer ces fonctions qui font de lui l'un des membres les plus en vue du cabinet présidentiel.

Lors de la cérémonie de prestation de serment, le président Bush a rappelé que la mission du ministère de la justice, à savoir la protection des Etats-Unis contre de nouvelles attaques terroristes, tombait sous la responsabilité de M. Gonzales.

M. Bush a également recommandé la prorogation de la loi " USA Patriot Act " de lutte contre le terrorisme adoptée en réponse aux attentats terroristes du 11 septembre 2001 et qui donne au ministère de la justice les outils nécessaires pour procéder aux enquêtes liées au terrorisme et pour poursuivre en justice les terroristes.

" Nous ne devons pas permettre au temps qui passe ou à l'illusion de sécurité d'affaiblir notre détermination dans cette nouvelle guerre ", a fait valoir M. Bush, ajoutant : " Pour protéger les Américains, le Congrès doit rapidement proroger cette année toutes les dispositions de cette loi. "

Outre la guerre contre le terrorisme, M. Gonzales aura aussi la responsabilité de garantir à tous les Américains une protection égale en vertu de la loi.

Remerciant M. Bush de l'occasion qui lui était donnée d'être membre de son cabinet, M. Gonzales a déclaré qu'il n'oubliait pas que " le ministre de la justice représente aussi le peuple américain et que c'est à la Constitution des Etats-Unis qu'il doit sa première allégeance ".

" L'Amérique doit sa grandeur non pas à sa puissance militaire ou à sa force économique, mais à la valeur de son peuple. Je me réjouis de cette chance qui m'est donnée de me tenir aux côtés de chacun d'entre vous afin de protéger notre patrimoine, riche terre de liberté et de justice pour tous ", a déclaré M. Gonzales.

A NOTER: Vous pouvez trouver d'autres textes et transcriptions en français sur le site Internet de la Mission des USA à l'adresse suivante:
<http://www.us-mission.ch>
en cliquant sur "Washington File", sur "Français", et enfin sur "Actualité".